

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Le député voudrait peut-être poser cette question au ministre responsable de la Devco.

M. MacInnis: Si le premier ministre voulait bien examiner la question que je lui ai posée, il verrait que l'initiative du gouvernement en vue de s'assurer que la Devco applique la partie de la loi qui lui enjoint de s'occuper des mineurs, est de son ressort. Si le premier ministre voulait seulement se rendre compte qu'il est le chef du gouvernement...

M. l'Orateur: A l'ordre.

LES INONDATIONS

TRAIL (C.-B.)—LES MESURES D'URGENCE

M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. Je l'ai interrogé vendredi dernier au sujet de l'aide du gouvernement fédéral à Trail, victime d'inondations. Le premier ministre ayant répondu qu'il se mettrait en rapport au cours de la journée avec le premier ministre de Colombie-Britannique et avec le maire de Trail, oserais-je demander quelle aide le gouvernement fédéral a offerte à Trail quant au réaménagement des régions sinistrées?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): En effet, j'ai répondu à ces télégrammes vendredi en disant que lorsque nous aurions reçu un nouveau rapport sur les dégâts, nous serions disposés à discuter la question avec les autorités intéressées.

M. Harding: Puis-je poser une question supplémentaire au ministre des Travaux publics? Le ministère a-t-il des projets pour le relèvement de la région de Trail? Si oui, le ministre indiquerait-il ce qui s'est fait jusqu'ici et quelle aide son ministère pourrait offrir à la région sinistrée?

L'hon. Arthur Laing (ministre des Travaux publics): Monsieur l'Orateur, à la suite de nombreuses instances, y compris celles du député d'Okanagan Boundary et d'autres, le premier ministre s'est engagé à envoyer quelqu'un sur les lieux. Le ministère des Travaux publics a prêté son concours en dépêchant à Trail M. Stevens, qui est revenu à Vancouver et prépare un rapport.

J'ai communiqué avec le maire de Trail. Sur réception du rapport, le gouvernement

définira ce qu'il croit être de son ressort. On a parlé d'un million ou d'un million et demi de dollars. Comme il existe une loi provinciale touchant les désastres, on pourrait croire que la Colombie-Britannique a les moyens nécessaires de faire face à ce malheur.

LES FINANCES

LA COMMISSION DES VALEURS—L'ÉTAT DE LA QUESTION

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Je pose ma question au ministre de la Consommation et des Corporations à propos de la Commission nationale des valeurs dont on projette la création. Nous dirait-il si ses négociations avec les provinces ont avancé depuis la dernière fois que je m'en suis enquis ou si elles sont encore dans une impasse?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, les entretiens se poursuivent au sein de mon ministère, du gouvernement et avec les fonctionnaires compétents des provinces.

LES COMMUNICATIONS

LA DIFFUSION DE L'INFORMATION OFFICIELLE

M. Robert Simpson (Churchill): Je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Elle a trait aux déclarations du secrétaire d'État à London, en Ontario, vendredi dernier. Il a parlé des méthodes de présentation de la propagande gouvernementale. Il a déclaré:

De nos jours, la presse écrite peut demeurer libre, lorsqu'on peut manipuler la radio-télévision.

Je demande au secrétaire d'État s'il s'agit de la politique du gouvernement dans ce domaine?

M. l'Orateur: Je signale au député que sa question est litigieuse et ne peut pas être formulée de cette façon.

M. Simpson: Étant donné que le secrétaire d'État est comptable d'un des média d'information les plus importants au Canada, c'est-à-dire de Radio-Canada et qu'il exprime des opinions de cette nature, le premier ministre a-t-il l'intention...

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député s'engage dans une controverse et je lui propose de ne pas aller plus loin.